

4 OV92 FRS 0370 230909-11h47

Ville-Paris-sécurité

Sarre (MRC): stagnation de la délinquance mais augmentation des violences à Paris

PARIS, 23 sept 2009 (AFP) - Georges Sarre, adjoint MRC à la sécurité à la mairie de Paris, a fait mercredi un constat mitigé de la situation de la sécurité à Paris avec "une stagnation de la délinquance générale" sur les douze derniers mois, mais une augmentation des violences.

L'adjoint a affirmé à la presse que "la situation n'est pas, loin s'en faut, satisfaisante dans la capitale", où les violences "augmentent fortement" de près de 5% sur douze mois. La "délinquance générale stagne" aux environs de 235.000 faits constatés, dont 16.300 en août (même niveau qu'août 2008), dans un contexte national de hausse de la délinquance.

M. Sarre a confirmé l'arrivée, début octobre, de deux équipes de correspondants de nuit dans le XVème (quartier Dupleix et Quatre Frères Peignot) et dans le bas Belleville (Xème-XIème), pour faire de la prévention par la médiation. Ils sont assermentés mais ne verbalisent pas. L'objectif est de créer six équipes en 6 ans.

L'Unité d'assistance aux sans abri est renforcée de deux postes cet hiver. M. Sarre a demandé à Bertrand Delanoë de "créer dès l'année prochaine, des intervenants de proximité en commissariat", personnels municipaux qui orienteront les publics fragiles vers les soutiens dont ils ont besoin.

Le service d'aide aux victimes d'infractions pénales, expérimenté dans le XIIème, est étendu aux XIème, XIIIème, XVIIIème, XIXème et XXème.

Alors que le Grand Paris de la police, chantier de Nicolas Sarkozy, plaçant la sécurité des 6,4 millions d'habitants de la capitale ainsi que des trois départements de la petite couronne sous l'autorité du seul préfet de police de Paris, vient de voir le jour, M. Sarre souhaite la création au sein du syndicat mixte Paris Métropole (qui regroupe une centaine de collectivités essentiellement de gauche) d'une commission sécurité et prévention.

M. Sarre a rappelé qu'"au total Paris consacre plus de 500 M EUR par an aux politiques de prévention et de sécurité", dont plus de 270 M EUR au budget spécial de la préfecture de police.

jmg/rhl/luc

AFP